

synthèse

NATIONALE

5 décembre 2006

Roland Hélie, directeur de la revue Synthèse nationale
Entretien avec la rédaction du site Alsace Union
www.alsace-union.com

Roland Hélie, vous avez été un responsable actif du mouvement nationaliste dans un passé encore récent et pourtant vous êtes relativement mal connu des nouvelles générations de militants nationalistes et identitaires. Pouvez-vous nous rappeler les grandes étapes de votre parcours politique ?

Vous êtes gentil de souligner mon manque de notoriété auprès des jeunes militants d'aujourd'hui, mais cela est tout à fait normal puisque, il y a huit ans, j'avais décidé de me retirer de la vie politique. Je considérais alors que, nul n'étant irremplaçable, il était temps de laisser la place aux nouvelles générations.

Pour ce qui est de « mon parcours politique » à proprement parler, celui-ci s'est toujours inscrit dans la ligne du combat nationaliste depuis mon premier engagement.

Au milieu des années 70, écœuré par l'omniprésence des marxistes dans mon lycée, je décidais, avec quelques camarades, de créer dans ma ville une section du Parti des forces nouvelles. Ce parti occupait alors le haut du pavé dans la mouvance nationaliste et bénéficiait du prestige du mouvement Ordre nouveau dont il prenait plus ou moins la suite après la dissolution de celui-ci, en juin 1973. S'en suivirent dix ans de militantisme quotidien au PFN dans une France d'abord giscardienne puis mitterrandienne qui semblait pourtant bien imperméable à nos belles idées. Rappelons qu'à cette époque « la droite nationale » était divisée entre différentes organisations quasi groupusculaires ne disposant d'aucune assise électorale et, par conséquent, d'aucune représentativité.

En 1981, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, la plupart des dirigeants nationaux du PFN était persuadée que notre famille d'idées était définitivement condamnée à disparaître et qu'il était temps de se reconverter dans la droite conservatrice. Nous étions quelques-uns, avec Jack Marchal et Roger Girard, à penser le contraire, voilà pourquoi nous avons décidé de continuer le combat. Nous étions jeunes, clairvoyants et remplis d'espérances mais sans aucune expérience de la politique politicienne et sans aucun moyen financier. Pendant trois ans notre préoccupation majeure fut de combler ces

lacunes en tentant de faire régulièrement « la une » de la presse grâce à un activisme débordant et plus ou moins réfléchi qui, en réalité, nous conduisit dans une impasse (isolement politique, arrestations et emprisonnements arbitraires de militants, destruction de nos locaux par un attentat jamais élucidé...).

Notons que parmi nous il y avait déjà un militant remarquable que vous connaissez bien en Alsace puisqu'il s'agit de Christian Chaton, aujourd'hui Conseiller général Alsace d'Abord de Ste-Marie-aux-Mines.

Lorsqu'en 1984 nous assistâmes à la percée historique du Front national, « l'organisation rivale du PFN » pour reprendre le qualificatif que lui donnait la presse à l'époque, la raison voulu que nous décidâmes d'auto dissoudre notre parti afin de rejoindre le Front. D'ailleurs, dès 1983, des pourparlers avaient déjà été engagés avec Jean-Pierre Stirbois, alors Secrétaire général du FN, à cette fin.

Vous avez alors travaillé avec Jean-Pierre Stirbois ?

D'abord avec Georges-Paul Wagner qui nous a hélas quitté au mois de juin dernier. Georges-Paul avait été élu député des Yvelines en mars 1986 et, étant inscrit à l'époque dans ce département, je m'étais investi avec Philippe Colombani dans sa campagne. Ensuite, nous avons fondé ensemble l'Institut d'histoire et de politique qui deviendra plus tard l'Institut de formation nationale. Mon idée était de constituer un centre de formation destiné aux cadres du FN. Jean-Pierre Stirbois était favorable à cette initiative et c'est ainsi que j'ai été amené à travailler avec lui. Pendant deux ans, jusqu'à la disparition tragique de Jean-Pierre, j'ai essayé de mettre mes modestes compétences au service du Front.

C'est au cours de cette période exaltante, qui fut dominée par la campagne de Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle de 1988, que je fis connaissance avec Robert Spieler, Chantal qui deviendra son épouse, Stéphane Bourhis et quelques autres qui incarnent toujours aujourd'hui le combat national et identitaire dans votre région.

Après la mort de Jean-Pierre Stirbois, vous avez quitté le Front national.

Effectivement, le Front était devenu en quelques années un grand parti et il n'avait pas échappé aux coutumes des grands partis. Après la disparition de Jean-Pierre une nouvelle direction fut nommée et une grande partie de son entourage directe fut écartée. De plus, je dois dire qu'en tant qu'ancien responsable du PFN, je n'étais pas vraiment en odeur de sainteté auprès de certains dirigeants du Front. Ainsi vont les choses...

Et ce fut le début d'une nouvelle aventure ?

Partant du principe si cher à Louis XV que « *la fidélité en politique, ce n'est pas de faire toujours la même chose mais faire des choses qui vont toujours dans le même sens* », avec mon Ami Jean-François Touzé, qui fut aussi un des proches collaborateurs de Jean-Pierre, nous avons alors décidé de prendre de la distance avec le FN et de créer une nouvelle organisation politique. Ainsi naquit Espace nouveau qui se transforma en 1992 en Alliance populaire puis en 1996 en Parti national républicain. Notre positionnement était clair : rassembler l'électorat de droite déçu par le RPR et qui n'osait pas encore franchir le pas du « vote FN ». Ainsi, à chaque élection de la décennie 90, nous présentâmes plusieurs centaines de candidats mais les résultats escomptés furent loin d'être atteints.

Cette expérience passionnante et fort enrichissante d'un point de vue politique nous permis donc d'observer avec une grande prudence la dissidence *mégretiste* qui secoua le Front en 1998. J'en tire la conclusion qu'en dehors de l'Alsace où il existe effectivement un identitarisme historiquement encre à droite, toute velléité électoraliste en dehors du Front est vouée à l'échec.

Maurice Thorez disait qu'« *il faut savoir terminer une grève* », et de la même manière, il faut savoir terminer une scission. En 1999, nous mimes donc fin à l'existence du PNR et Jean-François Touzé

réintégra le Front national où, depuis huit ans maintenant, il met son immense talent et sa lucidité politique au service de Jean-Marie Le Pen.

Pour ma part, comme je vous l'indiquais au début de notre entretien, je choisisais de me retirer du combat politique.

Pas évident lorsqu'on est un homme de conviction atteint par le virus de la politique...

Certes, mais les vicissitudes de la vie font que parfois on est obligé de faire des choses différentes. Cette « retraite » politique m'a d'ailleurs permis de raisonner autrement et de prendre un certain recul par rapport à l'enfermement que constitue quelque part le militantisme quotidien. Et oui, aussi bizarre que cela puisse sembler étrange, il existe un monde en dehors du parti....

Et pourtant, il y a six mois vous avez créé un site (<http://synthesenationale.hautetfort.com>) et vous venez de lancer une nouvelle revue, *Synthèse Nationale*, dont le premier numéro consacre un dossier aux collabos de l'islamisation. Son nom est d'ailleurs assez subliminal pour les partisans de l'union patriotique. Quelles sont vos ambitions au travers de cette revue ?

La situation politique n'a cessé de se dégrader ces dernières années. Non seulement notre nation, mais pis encore notre civilisation, sont menacés de disparition certaine si rien n'est fait pour enrayer le processus de décomposition auquel nous assistons. Quiconque s'est investi dans le combat nationaliste à un moment ou à un autre ne peut rester insensible face à cette situation dramatique. Je suis persuadé que sans un véritable sursaut national, dans peu de temps, quelques années au plus, il sera trop tard.

J'étais en déplacement aux Antilles en octobre 2005 lorsque j'ai entendu, retransmis sur LCI, le discours de Jean-Marie Le Pen aux BBR. En l'écoutant, je me suis dit qu'il était temps de reprendre du service. Alors, comment ? En ré-adhérant au Front comme certains de ses responsables me l'ont suggéré ? Ce serait une éventualité mais je pense, en ce qui me concerne et sans aucune vanité de ma part, qu'il y a sans doute beaucoup plus utile à faire pour la cause.

Etant resté en contact avec de nombreux anciens camarades pour la plupart en retrait eux aussi depuis des années du mouvement national, j'ai pensé qu'il est temps de créer une structure capable de les mobiliser pour la bataille décisive qui s'engage pour la France, l'Europe et notre civilisation. Il faut rassembler toutes les énergies, c'est dans cet esprit, qu'avec quelques amis fidèles, nous avons créé le site, l'association et la revue *Synthèse nationale*. Celle-ci est avant tout un outil de réflexions qui entend apporter aux cadres et militants de notre famille d'idées des informations et des argumentaires qui leur seront utiles dans leur action. Elle s'inscrit ainsi dans la tradition des revues de référence que furent dans le passé *Défense de l'Occident*, *Item* et *La Pensée nationale* ou, plus récemment, *Dualpha* de Philippe Randa.

Cette démarche peut être interprétée comme se situant, d'une manière encore informelle, dans le cadre de l'Union patriotique que préconise aujourd'hui à juste raison Jean-Marie Le Pen. Mais encore faudrait-il que celle-ci se concrétise véritablement. Quoiqu'il en soit, la campagne présidentielle qui s'engage est une bataille importante à laquelle chacun a le devoir de participer. L'heure n'est plus aux divisions mais à l'entente des forces nationales et identitaires.

L'Alsace connaît depuis près de vingt ans une situation particulière, avec une division du mouvement national entre le FN et Alsace d'abord. Certains voient dans une entente une opportunité de prendre le pouvoir en Alsace, d'autres arguent sur les rancœurs passées ou sur le fait qu'ils pensent que des régionalistes ne peuvent être considérés comme des patriotes.

Vous qui voyez la situation depuis Paris, qu'en pensez-vous ?

Je pense que la situation explosive dans laquelle notre pays se trouve ne laisse aucune place aux rancunes mesquines et aux considérations stériles du type de celles que vous évoquez.

Comme je vous le disais, je connais Robert Spieler depuis vingt ans et nul ne peut mettre en doute son engagement patriotique. Il s'est toujours prononcé pour une Alsace alsacienne, dans une France française elle-même dans une Europe européenne. Dès l'âge de seize ans, il s'est engagé au sein du mouvement nationaliste. Il n'a donc de leçons à recevoir de personne. De plus, le régionalisme qu'il préconise n'a rien de contradictoire avec l'attachement à la nation. Ceux qui le critique aujourd'hui ont certainement beaucoup à se faire pardonner.

Mais tout cela est dérisoire face aux dangers qui nous menacent et force est de reconnaître qu'à Strasbourg, seuls les Spieler et leurs amis occupent le terrain et mènent le bon combat. Pour la petite histoire, il m'arrive parfois, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la politique, de rencontrer des chefs d'entreprises alsaciens et lorsque ceux-ci me parlent incidemment de politique, sans connaître forcément mes idées, et qu'ils évoquent le Front national, c'est toujours pour lui associer le nom de Robert Spieler. En voilà un au moins qui n'a pas de souci de notoriété dans son département...

Concrètement, je pense qu'un jour ou l'autre, il faudra bien que la situation se normalise en Alsace. Il en va de l'intérêt de tous et en premier lieu de celui des Alsaciens.

Un dernier mot pour nos lecteurs ?

C'est la lutte finale. Soit le mouvement national et identitaire l'emporte et la France, l'Europe (et l'Alsace) seront sauvées... Soit nous perdons et plus rien ne pourra s'opposer à la disparition définitive de notre civilisation. Vous savez donc ce qu'il vous reste à faire.

*Entretien publié le 5 décembre 2006 sur le site Alsace-Union
Repris intégralement par différents sites dont Novopress France, Novopress Alsace,
Le blog de Robert Spieler, Union des Patriotes, Evreux d'abord...*